

BÉJAÏA

Menacés d'expulsion, les habitants des chalets des 13 Martyrs crient leur colère

Sous la menace judiciaire d'une expulsion de leurs logements, 13 résidents des chalets de la base-vie de l'ex-ENCG, aujourd'hui COGB la Belle, fermement soutenus et encadrés par leur association appelée «13 Martyrs», ainsi que de nombreuses associations de quartiers de la ville de Béjaïa, se sont regroupés, dans la matinée d'hier mardi, devant le siège de la Wilaya.

A travers ce rassemblement, les animateurs du mouvement associatif de la ville de Béjaïa et les habitants menacés d'expulsion entendent s'élever contre le comportement de l'administration des Domaines qui, a-t-on dénoncé, «change de position comme ça lui plaît» et exprimer haut et fort «le refus de quitter les logements qu'ils

occupent depuis des années».

Sur les banderoles accrochées devant le portail du siège de la Wilaya, l'on pouvait lire, entre autres : «Non au bradage du foncier, protégeons la nature», «Annulation de l'illégal concession», «Non au déni de justice» et «Rétablissement des résidents dans leurs droits». Les chalets de la base-vie de

l'ex-ENCG en question, explique l'un des habitants sur lequel pèse la menace d'expulsion, ont été attribués dans le passé aux cadres de l'ENCG qui sont aujourd'hui à la retraite, avec des certificats qui attestent qu'ils sont libres de tout engagement. Les chalets abritent 16 familles comprenant un total de 53 personnes.

En 2001, précise le même habitant, «l'ENCG décide de supprimer la prise en charge des fournitures de l'eau et de l'électricité. En 2008, à la faveur de la loi 08/15, les occupants des chalets introduisent

auprès de l'administration des Domaines une cession de ces biens de l'Etat. Ils ont obtenu des baux de location pour la période de 9 ans, soit de 2008 à 2017.

Or, en décembre 2014, alors que les bails étaient toujours en vigueur, l'administration des Domaines a établi pour COGB la Belle une concession de 33 ans renouvelable par tacite reconduction. Et c'est à partir de là que COGB la Belle a commencé à ester en justice les occupants des chalets, sous la motivation que ces derniers faisaient partie «des actifs du

bilan de transfert à COGB la Belle». Selon les affirmations du président de l'association des «13 Martyrs» qui détiendrait une copie de ce bilan, «ces chalets ne figurent pas dans le bilan de transfert».

«La décision de nous expulser a été prise par voie de justice alors que COGB la Belle n'a de relation ni avec les chalets ni avec le terrain. C'est pour toutes ces raisons que nous avons choisi de sortir dans la rue pour dénoncer cette injustice et défendre nos droits», poursuit le même manifestant.

A. Kersani

TIPASA

Une école paramédicale avec un internat de 120 lits à Hadjout

Lors du périple qu'il avait effectué récemment au niveau des villes de Hadjout et Meurad, dans le cadre de la commémoration de la Journée nationale du chahid, le wali de Tipasa a inauguré une vaste opération de débaptisations-rebaptisations de plusieurs quartiers et placettes de la ville de Hadjout, nous a indiqué la cellule de communication de la wilaya de Tipasa.

C'est ainsi que l'Ecole paramédicale de Hadjout a pris l'appellation du chahid Belkacem Hellal.

On a appris à ce titre que cette école, d'une capacité de 400 places pédagogiques avec un internat de 120 lits, sera opérationnelle dès la prochaine rentrée scolaire. Plus loin, dans la ville de Meurad, distante de 3 km de Hadjout, un autre événement a eu lieu ; il s'agit de la

remise des clés de 305 logements publics locatifs (LPL) au profit des bénéficiaires figurant sur la liste affichée récemment au siège de la commune.

Dans le cadre de ce périple, le wali de Tipasa a également rendu visite à une exposition de travaux d'artisanat traditionnels placés sous l'égide de la Maison de l'artisanat.

Houari Larbi

RELIZANE

L'appel des villageois du douar El-Chehaïdia

Les villageois du douar El-Chehaïdia, situé à 12 km environ de la commune d'Oued-Djemaâ, rattaché à la daïra de H'madna, interpellent les responsables de la Direction du transport de la wilaya pour mettre fin au calvaire qu'ils endurent depuis déjà une semaine.

En effet, chaque jour qui passe, ils sont confrontés au manque de transport urbain pour rejoindre leurs destinations respectives et doi-

vent utiliser tous les moyens possibles pour pouvoir s'adonner à leurs activités. Cette situation a été l'occasion recherchée par les transporteurs clan-

destins qui n'hésitent pas à imposer leur diktat en fixant le prix de la course qui dépasse l'entendement, à l'exemple des trajets vers El-Chehaïdia en allant à Oued-Djemaâ qui sont fixés respectivement à 80 et 100 DA la place et ce, sans tenir compte de la situation du citoyen.

Et même les malades

sont soumis à cette tarification qui ne dit pas son nom. Et pour mettre un terme définitif à ce calvaire quotidien, les habitants de cette localité demandent aux responsables chargés de gérer ce secteur névralgique d'intervenir rapidement en renforçant cette ligne en bus.

A. Rahmane

SAÏDA

20 ans de réclusion criminelle pour un terroriste

Le tribunal criminel de Saïda a statué, lundi dernier, sur une affaire criminelle liée au terrorisme, dans laquelle est impliqué le terroriste répondant aux initiales de B. M., alias Zoubir Ibn-Aouâm qui a passé cinq années au maquis avec un groupe armé.

Les faits remontent à l'année 2000, quand ce jeune lycéen originaire de Sidi-Aïssa (commune de Sidi-Amar) a rejoint ses deux frères (le plus grand et le cadet) qui activaient avec une organisation terroriste entre le djebel de Tafrent et la forêt de Bouatrousse, dans la région de Saïda.

Or, les deux frères ont été abattus par les éléments de l'ANP, alors que leur frère junior a été déjà condamné à la peine capitale en 2009, comme le lui rappellera le président du tribunal, pour l'assassinat de gendarmes à Rabahia (Saïda). L'accusé a avoué à la barre qu'il n'a jamais participé à des attentats terroristes, qu'il a toujours tenté de fuir les rangs de cette organisation et que ces années ont été passées au ménage (cuisine, nettoyage, chercher de l'eau et du bois ...), alors que son avocat, qui a demandé les circonstances atténuantes, dira que son client a été induit en erreur par son frère aîné.

A l'issue des délibérations, le tribunal criminel, qui n'a accordé aucune circonstance, a requis une peine de 20 ans de réclusion criminelle à l'encontre du terroriste, a-t-on appris.

B. Henine